

Sous le Masque - Projet de paix au Zimbabwe Étude de cas écrite

- **Titre du projet**

Action citoyenne : Défendre l'espace civique au Zimbabwe

- **Sous-titre**

Des Organisations de la Société Civile (OSC) de tout le pays se sont réunies dans le cadre de la Plate-forme de collaboration de la Société Civile pour discuter, élaborer des stratégies, proposer et mettre en œuvre un plaidoyer conjoint sur les réglementations, protocoles et projets de loi restrictifs qui limiteront davantage l'espace opérationnel. Des plans sont en cours pour qu'un large éventail d'OSC plaident conjointement contre le projet de loi d'amendement sur les organisations bénévoles privées, qui a été annoncé dans le Journal officiel.

- **Résumé exécutif**

L'émergence du COVID-19 a entraîné une militarisation de la loi, qui a restreint davantage les droits et libertés garantis par la Constitution du Zimbabwe. Le gouvernement a appliqué des instruments statutaires qui visent à limiter la propagation du virus, mais qui ont également empiété sur les droits des citoyens.

Malheureusement, la plupart des gens n'ont pas accès à des plateformes pour signaler les violations de leurs droits. Le Zimbabwe Peace Project (ZPP) s'efforce de changer cela. Nous avons développé une application mobile, appelée SPECC, pour permettre aux citoyens de signaler les violations des droits. Les rapports peuvent être faits de manière anonyme afin de protéger l'identité des citoyens.

L'application SPECC fournit une plateforme permettant aux citoyens de signaler les violations des droits, de manière anonyme s'ils le souhaitent ou s'ils craignent d'être victimes.

Les Organisations de la Société Civile ont également été touchées par les réglementations restrictives. Elles sont confrontées à la promulgation imminente de lois qui limiteront encore davantage l'espace d'action civique. Les restrictions de COVID-19 ont créé un environnement où les projets de loi sont promulgués du jour au lendemain sans les consultations requises ou adéquates. Certains de ces projets de loi visent à imposer une plus grande surveillance du travail de la Société Civile. Ce projet vise à rassembler les Organisations de la Société Civile afin d'élaborer des stratégies et de plaider pour empêcher ces projets de loi restrictifs d'être adoptés.



- **Description du projet**

Le Zimbabwe continue de vivre une crise des droits de l'homme où l'État viole les droits des citoyens en toute impunité. Tout au long de la pandémie, le gouvernement a utilisé le COVID-19 comme une excuse pour suspendre les droits constitutionnels des citoyens. Des droits tels que le droit de manifester et de pétitionner, la sécurité personnelle, la liberté de réunion, la liberté de mouvement et la liberté d'expression ont été directement attaqués. Les Agents de sécurité de l'État sont en première ligne pour abuser des droits des citoyens, contrairement aux dispositions de la Constitution du Zimbabwe qui stipule leur rôle de protection.

Le ZPP a enregistré un pic de violations des droits de l'homme. D'avril à décembre 2020, il y a eu 2302 cas de violations qui ont été documentées et vérifiées. Ce chiffre est à comparer aux 1,696 cas de violations de la même période en 2019. Les forces de sécurité de l'État constituent 74,8 % des auteurs de ces violations au cours de cette période. Aujourd'hui, elles continuent de violer les droits des citoyens par des agressions, des arrestations arbitraires et des extorsions. Il existe des déficits de confiance entre les citoyens et les institutions, y compris les agents de sécurité de l'État.

Le ZPP a développé une application mobile, SPECC, hébergée sur Google Play Store pour permettre aux citoyens de signaler les violations des droits de l'homme. Le ZPP a l'intention de lancer une campagne sur les droits sociaux, politiques, économiques, civils et culturels (SPECC), qui devrait permettre d'identifier 30 Ambassadeurs de l'application SPECC issus de diverses circonscriptions du Zimbabwe. Ces Ambassadeurs contribueront à populariser l'application SPECC et à mieux faire comprendre aux citoyens la nécessité de signaler les violations des droits de l'homme. Le ZPP partagera également du matériel d'information, d'éducation et de communication (IEC) avec les citoyens, les encourageant à exercer leurs droits et à signaler les violations des droits de l'homme liées au COVID-19.

ZPP propose de diffuser des jingles radiophoniques dans les langues locales (Shona, Ndebele et Tonga et le langage des signes) pour diffuser la campagne dans tout le pays. En termes de collaboration, ZPP va mettre en place une plateforme de collaboration de la Société Civile, qui tiendra une réunion mensuelle pour engager des partenaires et des organisations communautaires qui identifieront et mettront en œuvre des efforts de plaidoyer communs. En outre, l'Organisation a également l'intention de produire un document de discussion intitulé "Criminalisation du travail en faveur des droits de l'homme au milieu de la COVID-19 au Zimbabwe. "

Ce document sera partagé avec les commissions parlementaires de la défense, des affaires intérieures et des services de sécurité, et de la justice, des affaires juridiques et parlementaires lors d'un petit-déjeuner de travail.

- **Défis et objectifs**

Le but du projet est de créer un espace civique ouvert et sûr au Zimbabwe.

L'objectif du projet est de renforcer les plateformes d'engagement des citoyens et de la Société Civile qui cherchent à influencer l'ouverture de l'espace civique.

L'espace civique se réduit au Zimbabwe. Les efforts de ce projet visent à maintenir l'espace opérationnel ouvert et sûr pour que les citoyens puissent s'exprimer. La Société Civile au Zimbabwe s'est fragmentée par le passé lorsqu'elle a été confrontée à des défis juridiques ou au ciblage de certaines institutions. Une collaboration renforcée des organisations de la Société Civile produira des résultats positifs de grande envergure, qui auront finalement un impact positif sur les citoyens.

Les défis auxquels le projet a été confronté sont les suivants :

- L'augmentation constante du coût des données, qui rend le téléchargement et l'utilisation de l'application SPECC hors de portée de nombreux citoyens du Zimbabwe. Les fournisseurs d'accès à Internet au Zimbabwe ont augmenté leurs tarifs de données presque tous les mois, rendant l'achat de données mobiles prohibitif pour la plupart.
- Pour pallier le coût élevé des données, le ZPP a constaté que les citoyens préféraient utiliser Share It pour obtenir l'application SPECC sur leurs appareils. L'utilisation de Share It a augmenté le nombre de citoyens disposant de l'application. Cependant, le ZPP n'a pas été en mesure de calculer avec précision le nombre exact de citoyens disposant de SPECC sur leurs appareils.
- Il a été difficile d'obtenir des confirmations de la part des comités de groupes parlementaires pour la table ronde.

- **Comment vos actions ont contribué à protéger l'espace civique**



Grâce au travail des Ambassadeurs des SPECC et à la vulgarisation de l'application dans les médias, notamment les médias sociaux, les téléchargements de SPECC sur Google Play sont passés de 134 au début du projet à 168.

ZPP s'est rendu compte qu'avec le coût élevé des données de téléphonie mobile au Zimbabwe, le téléchargement des SPECC depuis Google Play n'était pas abordable pour la plupart des citoyens. Les Ambassadeurs des SPECC ont été formés à l'utilisation d'applications d'appareil à appareil, comme ShareIt, pour partager les SPECC et réduire la consommation de données. Les consultations avec les 30 Ambassadeurs des SPECC ont montré qu'ils avaient partagé l'application SPECC en utilisant ShareIt avec plus de 300 citoyens. Malheureusement, nous ne sommes pas en mesure de calculer avec précision le nombre total de partages via ShareIt. La vulgarisation des SPECC a été attestée par l'augmentation du nombre de violations des droits de l'homme documentées par l'application, qui est passé de neuf cas à 57 depuis le début du projet.

La Société Civile était fragmentée par le passé et ne parlait pas d'une seule voix. Ce projet a aidé les OSC à se réunir pour délibérer, concevoir des stratégies et convenir de plans de plaidoyer prioritaires pour les citoyens du Zimbabwe et les OSC elles-mêmes. La plateforme de collaboration de la Société Civile est devenue une plateforme importante permettant aux OSC de communiquer entre elles. Chaque réunion compte environ 30 organisations représentées, issues de différentes régions du pays. Ces organisations parlent désormais d'une seule voix, pour défendre et combattre un projet de loi rétrograde qui affectera la plupart des OSC.

- **Résultats (1 page)**

Le ZPP a cherché à introduire, renforcer et maintenir des plateformes permettant à davantage de citoyens d'interpeller les auteurs de violations des droits de l'homme - y compris le gouvernement et d'autres détenteurs d'obligations - et de demander des comptes, protégeant ainsi l'espace civique. Le projet a pu introduire deux plateformes principales pour que les citoyens puissent le faire. Il s'agit de la Plateforme de collaboration de la Société Civile, où des OSC de tout le pays se sont réunies tous les mois pour délibérer sur des stratégies de plaidoyer visant à maintenir l'espace civique ouvert.

Ces réunions ont été couronnées de succès, et les OSC réalisent l'importance de l'espace créé et la nécessité de le maintenir jusqu'à ce que les citoyens puissent exercer librement leurs droits. La seconde est l'application mobile qui a donné aux citoyens un outil à portée de mains pour signaler les violations des droits de l'homme et entamer un processus de tenir les auteurs redevables.



Les indicateurs du projet étaient les suivants :

- Augmentation du nombre de violations des droits de l'homme signalées via l'application SPECC, qui passe d'un effectif de 9 cas au 15 juillet 2021 à 240 cas à la fin novembre 2021.

L'augmentation des violations des droits de l'homme signalées via l'application SPECC a été évidente. Des violations sont signalées presque quotidiennement. L'objectif de 240 cas de violations d'ici la fin novembre sera atteint grâce aux efforts combinés des Ambassadeurs SPECC, à la vulgarisation de l'application sur les médias sociaux et aux actions du personnel pour diffuser le message du SPECC. Le personnel du ZPP et certaines parties prenantes ont pris l'habitude de porter des t-shirts et des masques aux couleurs du SPECC, en particulier le vendredi, afin de diffuser plus largement l'information. Dans le cadre de leur travail et de leurs activités de loisirs après le travail, les employés diffusent le message des SPECC par le biais du matériel d'IEC. Certains partenaires ont lancé des concours sur les médias sociaux pour encourager les citoyens à télécharger l'application, avec des t-shirts aux couleurs des SPECC comme prix. Cela a contribué à une augmentation des téléchargements et de la notoriété de l'application SPECC.

- 20 organisations de la Société Civile et organisations communautaires qui participent aux plateformes de collaboration de la Société Civile organisées entre juillet et 15 novembre 30 2021.

Le projet a organisé trois plateformes de collaboration avec la Société Civile à ce jour. À chaque réunion, plus de 25 organisations de la Société Civile et d'associations communautaires étaient représentées.

- Mise en œuvre de trois initiatives de plaidoyer menées par des OSC - entre le 15 juillet et le 30 novembre 2021.

Plusieurs initiatives de plaidoyer menées par des OSC ont été mises en œuvre. Celles-ci comprennent l'initiative de plaidoyer sur le droit des citoyens aux documents administratifs. Des milliers de citoyens n'ont pas de certificat de naissance ni de document d'identité nationale en raison de plusieurs facteurs. Les résultats encourageants qui ont été obtenus sont liés à l'engagement pris par la commission parlementaire des affaires intérieures d'enquêter sur le problème du manque de documents que rencontrent de nombreux citoyens et d'impliquer le bureau du registraire général. Le bureau du registraire général est chargé de fournir des certificats de naissance et des documents d'identité nationale aux citoyens. Nous avons été informés que le bureau du registraire général a été engagé par le CPP sur les affaires intérieures sur cette question, et qu'il a été chargé de produire



une stratégie pour atteindre les citoyens nécessitant des documents. Nos efforts pour un suivi de l'engagement avec le bureau du registraire général n'ont pas abouti. Nous poursuivons nos efforts pour les engager dans la mise en œuvre de leur stratégie, une fois qu'elle aura été approuvée. La troisième initiative de plaidoyer est en cours : il s'agit de rallier les citoyens pour qu'ils rejettent la proposition de loi d'amendement sur les organisations bénévoles privées lors des consultations publiques.

- **Citations et visuels**



YOUR RIGHTS HAVE BEEN
VIOLATED
...but feel lyk U can't report
it anywhere & still be safe?

WITH
SPECC
U CAN



Download the Specc App on your Android Device



SPECC App was developed by the Zimbabwe Peace Project, an organisation that monitors and documents human rights violations and works towards a Zimbabwe where there is peace, justice, dignity and development for all

“ IT'S NOT CHILD MARRIAGE,
IT'S RAPE
REPORT IT AND SAVE
THE GIRL CHILD ”

Plaxedes Doobae

WITH SPECC, YOU CAN REPORT SOCIAL,
POLITICAL, ECONOMIC, CULTURAL &
CIVIL HUMAN RIGHTS VIOLATIONS

POWERED BY

SPECC

DOWNLOAD FREE ON

Google Play

#RRRV

ZIMBABWE PEACE PROJECT

SPECC App was developed by the Zimbabwe Peace Project, an organisation that monitors and documents human rights violations and works towards a Zimbabwe where there is peace, justice, dignity and development for all

BYO'S FINEST DJ
@djnospaz

LET'S ALL
ACT
TO END CHILD ABUSE

ABUSE DISGUISED
AS CHILD MARRIAGE
HAS NO PLACE IN
OUR SOCIETY

TO REPORT CHILD ABUSE, AND ANY
HUMAN RIGHTS ABUSES, DOWNLOAD
SPECC APP FOR YOUR ANDROID DEVICE

SPECC
POWERED BY THE ZIMBABWE PEACE PROJECT

NHAIWE BHANGU
UNOKETA HERE KUTI KUWANA VHATI ITORI RIGHT YAKO
SAKA **USAOMERWE**

DOWNLOADA SPECC PAFONE UKANDE REPORT
YEKUSHAIKWA KWEMVURA MUAREAS MAKO

SPECC

DOWNLOAD FREE ON

Google Play

POWERED BY

#RRRV

ZIMBABWE PEACE PROJECT

SPECC App was developed by the Zimbabwe Peace Project, an organisation that monitors and documents human rights violations and works towards a Zimbabwe where there is peace, justice, dignity and development for all

WITH
SPECC
U CAN
REPORT

UNLAWFUL ARREST HARASSMENT DISCRIMINATION MURDER
INTIMIDATION DISPLACEMENT DEMOLITION TORTURE
SEXUAL ASSAULT VIOLENCE ABDUCTION CHILD MARRIAGE
WATER CUTS UNLAWFUL EVICTION ASSAULT POLICE BRUTALITY
POLITICISATION OF AID AND **ALL HUMAN RIGHTS VIOLATIONS**

Download the Specc App on your Android Device

Google Play

Developed for & managed by

ZIMBABWE PEACE PROJECT

The Zimbabwe Peace Project monitors and documents human rights violations and works towards a Zimbabwe where there is peace, justice, dignity and development for all



YOUR RIGHTS HAVE BEEN
VIOLATED
...but feel lyk U can't report
it anywhere & still be safe?

WITH
SPECC
UCAN

download the Specc App on your Android Device



SPECC App was developed by the Zimbabwe Peace Project, an organization that monitors and documents human rights violations and works towards a Zimbabwe where there is peace, justice, dignity and development for all



- **Projets futurs**

Les perspectives du projet consistent à poursuivre et à renforcer la plateforme de collaboration avec la Société Civile, en incluant davantage d'organisations. Les discussions ont montré la nécessité d'avoir une plateforme similaire pour les leaders de coalitions, ce qui renforcerait nos efforts.

Le ZPP souhaite poursuivre la campagne jusqu'en 2022 et aimerait poursuivre la Plateforme de collaboration avec la Société Civile et l'application du SPECC jusqu'en 2023. Alors que l'espace civique continue de se rétrécir, la nécessité pour les OSC de travailler ensemble pour défendre leurs intérêts devient encore plus grande.

L'utilisation par les citoyens de l'application SPECC deviendra également encore plus importante en tant que canal où les citoyens peuvent exprimer leurs préoccupations et documenter les violations des droits. Le Zimbabwe doit organiser des élections harmonisées en 2023. Les périodes électorales dans le pays ont toujours été violentes, les libertés civiles étant bafouées dans le but de remporter le scrutin.

Le ZPP fusionnera la campagne SPECC avec une campagne antiviolence #RRRV2023 (*Resist, Reject and Report Violence*).

- **Appel à l'action**

Le ZPP appelle les individus, les organisations et les mouvements orientés vers les droits à faire pression, avec les Organisations de la Société Civile du Zimbabwe, contre le projet inconstitutionnel d'amendement de la loi sur les organisations bénévoles privées.

